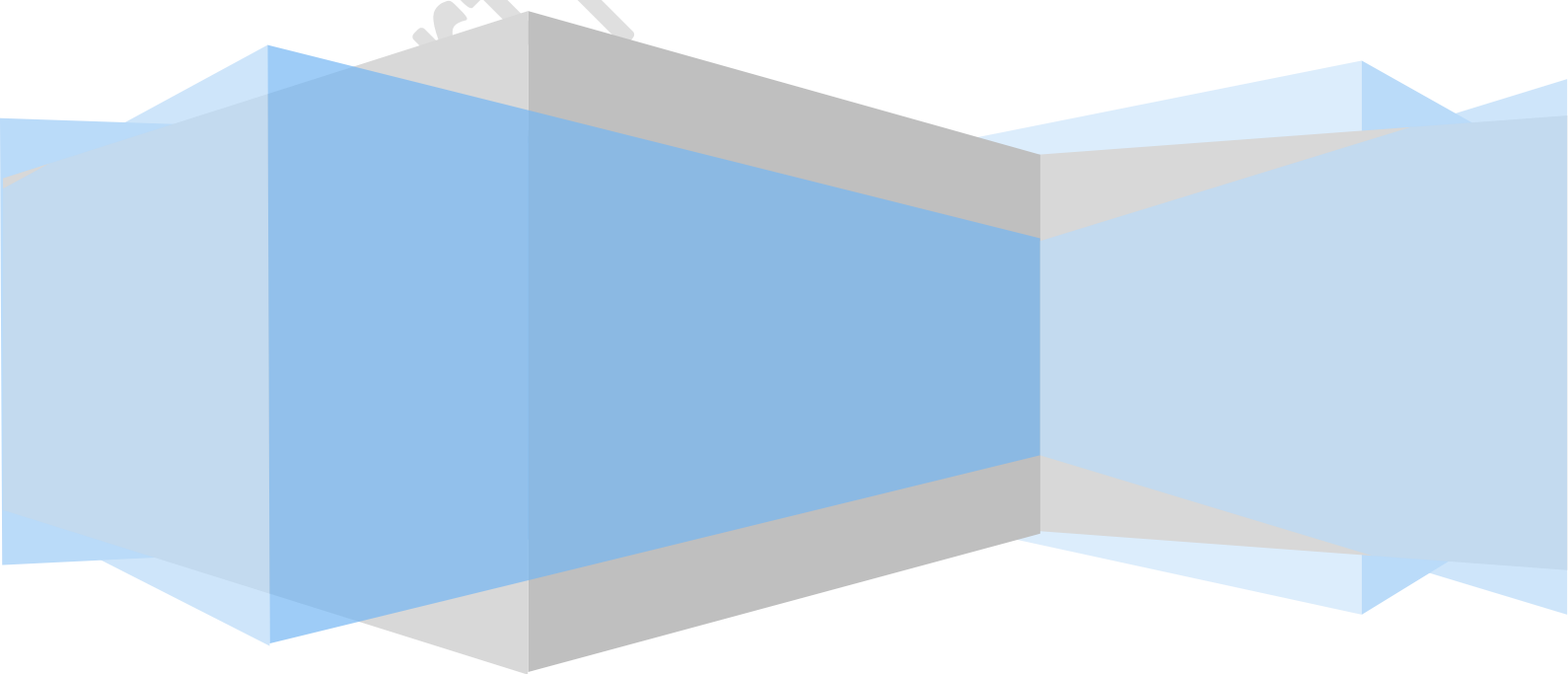


Société d'Histoire du Radicalisme

Maçonnerie et Radicalisme

Par André COMBES



MACONNERIE ET RADICALISME

Par André COMBES

SUR UNE REEDITION...

Le Parti Radical est le plus ancien parti politique français. Né officiellement en 1901, ses racines plongent profondément dans le XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles. Car il reconnaît les hommes de la Révolution française comme ses « grands ancêtres » (1)

E.HERRIOT a écrit (2) : « On pourrait soutenir sans paradoxe que *Voltaire et Diderot* furent déjà des radicaux. *Condorcet*, en tous cas, trace avec vigueur la voie où s'engageront les fondateurs de notre doctrine ». Il rappelle que lorsque l'épithète de « radical » est lancée à *Ledru-Rollin* comme une injure en 1848, celui-ci répond : « D'un outrage faisons un drapeau ».

L'histoire des radicaux est très riche. En effet, ce parti de républicains résolus a lutté contre Charles X, contre Louis-Philippe, contre Napoléon III., a puissamment contribué à l'édification de la III^{ème} République, « dont l'histoire se confond avec celle du Parti Radical ». Il a joué un rôle relativement important sous la Quatrième et sous la Cinquième Républiques.

L'histoire a retenu les noms de radicaux célèbres à divers titres : *Ledru-Rollin, Arago, Daumier, Gambetta, Léon Bourgeois, Victor Schoelcher, Hippolyte Carnot, Combes, Jean Zay, Herriot, Chautemps, Henri Queille, Daladier, Gaston Monnerville, Pierre Mendès-France, etc...*

La Société d'Histoire du Radicalisme a été créée pour que des témoins et des historiens apportent, mois après mois, les matériaux qui permettront de préciser comment est né et comment a évolué le radicalisme, quelles ont été ses programmes et ses plates-formes, ses succès et ses échecs, ses réalisations, sa vision du destin de l'homme et du monde,

La Société d'Histoire du Radicalisme se réunit le deuxième jeudi de chaque mois, à 18 heures 15, dans les magnifiques locaux de l'Institut International d'Administration Publique mis gracieusement à sa disposition par son directeur notre ami *Didier MAUS*, afin d'entendre des conférences de haut niveau.

(1) « Nous sommes les fils de la Révolution » déclarait fréquemment Camille Pelletan devant les congrès.

(2) Préface de l'ouvrage de Jammy-Schmidt, *Les grandes thèses radicales*, Paris, Editions des Portiques, 1931.

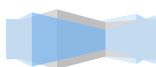
Elle se propose également, selon ses statuts, « de promouvoir l'étude du radicalisme et de susciter et aider toutes recherches et publications s'y rattachant ». Ainsi, elle apporte sa collaboration aux étudiants et aux chercheurs. Ceux-ci viennent présenter, devant ses adhérents, leurs livres et leurs travaux universitaires : maîtrises, doctorats, etc. Elle organise également des colloques. Elle publie les Cahiers d'Histoire du Radicalisme.

Le premier de ces Cahiers, intitulé RADICALISME ET FRANC - MACONNERIE, reproduit la conférence donnée devant la Société par *M. Le professeur André COMBES*, agrégé de l'Université, directeur de l'Institut d'Etudes et de Recherches Maçonnes - donc remarquable spécialiste en ce domaine. IL a su admirablement éclairer cette question si controversée, avec beaucoup de conscience et d'érudition. Ce Cahier était épuisé depuis longtemps. A la demande générale, il vient d'être réédité.

C'est lui que nous vous présentons aujourd'hui.

Rigoureusement apolitique, la Société d'Histoire du Radicalisme entend faire preuve de plus grande objectivité dans ses recherches. Elle ne grandira que grâce à l'apport de tous. *Venez nous rejoindre dans cette entreprise qui, en définitive, a l'ambition d'apporter une vision aussi exacte que possible d'un aspect majeur de notre Histoire nationale.*

Marcel RUBY
Agrégé de l'Université
Docteur d'Etat ès-Lettres
Président de la Société d'Histoire du Radicalisme.



RADICALISME ET FRANC-MAÇONNERIE AU XIXÈME SIÈCLE (1830-1914)

Le radicalisme quand il prend forme, sous la Monarchie de Juillet et la Seconde République, focalise des tendances qui sont celles de l'aile la plus avancée du Parti Républicain excluant certains utopismes socialistes. A l'exception de Ledru-Rollin, les hommes qui émergent de ce courant sont déjà Maçons. A l'origine donc du radicalisme, on trouve une présence maçonnique.

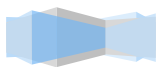
Aujourd'hui encore, on associe les deux mots comme on peut le constater au cours des conférences publiques où est présenté le Grand Orient, ceci pour le plus grand plaisir de ceux qui ont la double appartenance et qui la jugent complémentaire. Mais combien de Radicaux n'ont jamais éprouvé le besoin d'entrer dans une société de pensée par le moyen d'une initiation et se méfient peut-être des liens privilégiés que l'on suppose entre Maçons ! Combien de Maçons d'autre part dissocient leur choix philo sophique de leurs choix politiques éventuels et combien ont fait d'autres choix que celui du radicalisme !

A tout moment de l'histoire, il faut éviter d'utiliser même avec guillemets le concept d'osmose y compris pour cette grande époque, de 1885 à 1905, où le radicalisme et la Maçonnerie ont été le plus associés. Cette osmose ne se vérifie ni pour les hommes, ni pour l'idéologie, ni pour l'action.

Les historiens ont trop facilement affirmé des influences ou des appartenances maçonniques sans preuves concrètes. Des radicaux n'ont -sauf méconnaissance toujours possible- jamais été Maçons sans que cela nuise à leur popularité ou à leur carrière : ni Paul Bert, ni Goblet, ni Clémenceau, ni Caillaux, ni Herriot... ni certains théoriciens du républicanisme de Vachenot à Quinet, de Renouvier à Fouillée. Simon n'est pas Maçon quand il écrit "la Politique radicale" et Louis Blanc n2 fréquente plus les ateliers quand il rédige son essai sur "le Parti qu'on appelle radical" (1872). Tant de radicaux n'ont en effet été que des Maçons médiocres. Un cas limite : le radicalisant Cavaignac qui membre ministre Bourgeois ne fut Maçon qu'un soir 1 Fernand Buisson, Doumergue, Tirard, Ranc, Ronvier n'ont fait que de brefs séjours en Maçonnerie et il ne saurait être question d'expliquer leurs options à partir d'une appartenance éphémère 1 Notons que leurs carrières n'ont pas été affectées par leur départ. D'autres l'ont quitté quand ils ont 4volué comme Charles Dupuy en 1898 ou Delcassé, trop nationaliste, en 1911. Celui qui est abusivement présenté comme le Maçon-type de la Troisième République, Henri Brisson n'a plus, à partir de 1885, qu'une activité de parlementaire et on ne le voit plus en loge.

Il est vrai qu'à l'opposé de nombreux radicaux ont été des Maçons litants et ont puisé dans les Ateliers l'inspiration politique du jour, l'idéal, la combativité. Les trois plus grands du point de vue maçonnique-sont sans conteste Frédéric Desmons auquel Daniel Ligou a consacré un livre remarquable, Gustave Mesureur et Charles Debierre qui attendent leurs biographes.

L'idéologie maçonnique et l'idéologie radicale se sont certes mutuellement



influencées. On a pu parler d'"état d'esprit" pour une époque ultérieure. Au XIXème siècle, la convergence est saisissante à partir de 1880 -quand les Obédiences ont achevé leurs mues- et ne décline que lentement après la rupture du Bloc des Gauches. Cependant, la Maçonnerie, elle qui n'a pas de responsabilité de gestion, peut plus facilement adopter des motions énergiques mais provisoirement inapplicables même par des ministres frères et radicaux. Le célèbre "pas d'ennemis à gauche" ne serait-il pas, dans les faits, plus maçonnique que radical ? De toute façon, la surface idéologique couverte par la Maçonnerie est plus large que celle du radicalisme puisqu'elle inclue une frange modérée et une frange extrémiste.

On ne saurait confondre la loge et le comité radical. Les noms des adhérents ne coïncident que partiellement même si chacun est un vivier de recrutement pour l'autre. La loge a bien souvent une continuité que n'a pas le comité à finalité souvent électorale, mais ses effectifs restent parfois faibles et ne voit-on pas, même dans des villes moyennes, des FF •• s'activer dans des comités opposés ? Le poids de la Maçonnerie est plus fort dans des associations de libre-penseurs que dans des comités politiques.

Ces remarques préliminaires incitent à privilégier la chronologie ; on peut diviser le siècle en quatre épisodes :

- de 1830 à 1860 : l'apogée et le déclin d'une première forme de radicalisme maçonnique.
- de 1860 à 1885 : l'idéologie du radicalisme conquiert la Maçonnerie.
- de 1885 à 1902 : la Maçonnerie contribue à l'élaboration et à la diffusion des grands thèmes de ce radicalisme.
- de 1902 à 1914 : ces thèmes désormais sont pris en charge par le nouveau Parti ; radicaux et socialistes cohabitent non sans quelques difficultés dans les ateliers.

1 - APOGÉE ET DÉCLIN DU PREMIER RADICALISME MAÇONNIQUE

L'historien peut présenter la Maçonnerie entre 1815 et 1848 de deux manières aussi exactes que complémentaires. Seulement tolérée, très surveillée, elle prend le plus grand soin à ne pas inquiéter les pouvoirs successifs, s'interdisant tout débat politique ou religieux. Asile de fraternité ouvert à tous les vents de l'opinion, elle rend un culte au Grand Architecte de l'Univers et pratique la philanthropie. La majorité bourgeoise du Sénat du Grand Orient est réticente devant toute modification des Statuts souhaitée par les progressistes au nom des principes démocratiques. Certains tentent même en 1847 de faire voter une augmentation des cotisations de façon à freiner la progression de l'élément populaire dans les ateliers.

Oui mais cette Maçonnerie se réfère perpétuellement à la pensée des Lumières (surtout à Voltaire et à Lalande), s'attribue le mérite d'avoir été à l'origine de la Révolution apportant aux hommes la liberté et l'égalité devant la loi. Ses thuriféraires concluent que pour rester fidèle à ce passé, elle doit contribuer à faire progresser la société vers plus de liberté et de démocratie. L'hostilité à son égard de l'Eglise et du royalisme ultra contribuent à fixer son recrutement dans la France libérale. La majorité

des Maçons sont déistes à la manière quarante-huitarde invoquant la morale de Jésus-homme, refusant la dogmatique cléricale. Une minorité se réfère aux idéologues agnostiques ou athées. Cette Maçonnerie se veut universaliste, s'exaltant pour les luttes des libéraux et des nationalistes en Espagne, en Grèce, en Pologne. La clientèle qui fréquente les ateliers est celle du premier radicalisme : des artisans ou des ouvriers, des employés, cils voyageurs de commerce, des fabricants ou commerçants... Des médecins, avocats, étudiants, hommes de lettres souvent regroupés dans des loges à vocation plus philosophique ou politique.

Les républicains qui n'ont guère d'autres choix car le droit de réunion n'est pas reconnu sont à leur aise dans ce milieu. Ils peuvent y faire connaître leurs idées, y trouver des partisans. La loge va même -cas limite-servir de "couverture" comme ce fut le fait pour les "Amis de la Vérité" que l'on trouve à la source de la Charbonnerie. Atelier maçonnique et société secrète peuvent ainsi être complémentaires. Les Maçons sont nombreux aussi bien aux "Amis du Peuple" qu'à la "Société des Droits de l'Homme", deux groupes semi-clandestins dirigés par des FF.'

Les loges s'enflamment en 1830 comme en 1848. Elles avaient contribué à la maturation de ces deux Révolutions. Les régimes conservateurs sentirent bien cette poussée de leurs oppositions. Le Maréchal Soult interdit aux militaires de fréquenter les loges en 1845. On y parlait de plus en plus de l'organisation du travail, de la fondation de mutuelles, de caisses d'épargne ou de prévoyance, des moyens de faire reculer le paupérisme.

Aussi à quelques exceptions près (Ledru-Rollin, Blanc, peut-être Arago), l'état-major du Parti républicain est-il passé par les ateliers maçonniques. Opposons cependant peut-être arbitrairement ceux qui ont eu une importante activité maçonnique comme Buonarrotti, Flocon, Pagnerre, Baudin, Peigné, Bègue-Clavel, Ronjat, Antide Martin, Charrassin... à d'autres qui tels Barbès, Blanqui, Carnot, Raspail, Schoelcher, Perdiguier, Trelat, Pyat, Marie n'ont que peu fréquenté les loges. Pour opposer deux sensibilités, disons que le journal "la Réforme" est en 1848 d'inspiration plus maçonnique que "le National" moins radical. C'est revêtu de leurs décors maçonniques que Crémieux, Garnier-Pagès (qui à la différence de son frère aîné ne fut pas un grand Maçon), Flocon et Pagnerre accueillirent la délégation du Grand Orient venue présenter ses félicitations au Gouvernement provisoire de la Seconde République.

Dès les journées de Juin 1848, des FF se combattent mais ce n'est qu'après les élections législatives de mai 1849 que les difficultés reprennent. Les ateliers sont à nouveau surveillés et la Grande Loge Nationale constituée avec des Statuts très démocratiques pour se consacrer aux études sociales est dissoute en 1850. Des Maçons comme Gent qui fonde "la Nouvelle Montagne" se retrouvent dans des sociétés secrètes. Des leaders radicaux s'exilent après l'échec de l'insurrection du 13 juin 1849 ou après le coup d'Etat du deux décembre.

Le radicalisme est désormais, pendant dix ans, absent des loges françaises ou tout au moins y demeure silencieux. Pour la première fois cependant se fonde une Obédience maçonnique que l'on peut qualifier de radicale. Il s'agit de la "Grande Loge des Philadelphes" à Londres née d'un essaimage de la loge "les Sectateurs de Menès" créée par des réfugiés, en 1850. Son premier Président Jean-Philibert Berjeau est un publiciste républicain qui écrit dans "le Proscrit" puis dans "l'Homme". Son successeur est un ancien sous-officier, élu de la Montagne, Jean-Baptiste

Boichot. En 1854, il rentre clandestinement en France pour organiser la résistance, est capturé et emprisonné.

La Grande Loge des Philadelphes est un point de rencontre pour les exilés montagnards. Ses membres animent la Société fraternelle des proscrits aussi bien que la "Commune révolutionnaire". Parmi eux, des anciens représentants du Peuple (Duché, Greppo, Charrassin, Cassel, Bandsept...), des militants democ-soc (Bianchi, Chevassus, Philippe Faure, Deleau, Gustave Jourdan, Benoit Desquesnes...) le plus souvent venus de Paris, du Rhône ou du Limousin. Des réfugiés entrent aux Philadelphes dont Martin Nadaud, Talandier, Gustave Naquet et surtout Louis Blanc. Cette Obédience va, la première, destituer le Grand Architecte et se vouer à la cause de la démocratie et à l'abolition du prolétariat. Le cri de "Vive la République démocratique, universelle et sociale" qui s'y fait entendre est celui du radicalisme.

2 - L'IDÉOLOGIE DU RADICALISME CONQUIERT LA MAÇONNERIE (1860-1885)

C'est autant en opposition qu'en continuité du premier radicalisme quarante-huitard que se forme, sous l'Empire autoritaire, une nouvelle génération de radicaux positivistes qui trouve, après 1860, le chemin des loges maçonniques.

La présence de libéraux au Suprême-Conseil du Rite Ecossais, la chute du Prince Murat au Grand Orient mais aussi le désir de l'Empire de ménager le centre-gauche et donc de moins surveiller les loges leur ont permis d'être plus libres. Le recrutement reprend, la facilité des promotions internes (Eugène Pelletan initié en 1864 est élu Vénérable et Conseiller de l'Ordre en 1866) permet à la nouvelle génération d'accéder rapidement aux fonctions d'Officiers et de Vénérable.

Elle est par anticléricalisme autant que par réaction contre le sentimentalisme déiste de ses aînés le plus souvent sceptique ou incroyante.

Le Grand Architecte est menacé à partir de 1865 et tombe au Grand Orient en 1877. Les loges peuvent également dès 1865 aborder librement et avec une audace grandissante tous les sujets philosophiques ou politiques dans un esprit qui est celui du nouveau radicalisme.

Elles s'intéressent à nouveau à des projets de scolarisation gratuite, obligatoire et désormais laïque et les FF entrent, en nombre, dans la Ligue de l'Enseignement dont le Président, Jean Macé, devient Maçon. Quelques sujets philosophiques à implications politiques reviennent fréquemment à l'ordre du jour des travaux des ateliers : l'égalité, la démocratie, la justice, le despotisme, la libre-pensée, l'athéisme, la suppression de la peine de mort, la paix, le divorce, l'union libre, la liberté de conscience, le darwinisme et surtout la morale indépendante. D'inspiration néo-kantienne, laïque, elle est façonnée par Massol et quelques amis au sein de la loge "la Renaissance" avant de s'extérioriser sous la forme d'une revue. Moins fréquents sont les sujets économiques ou sociaux mais il se relève de nombreuses études sur le mutualisme. Un groupe de Maçons fonde la Société du Crédit au Travail.

7

Peu d'ateliers ont encore une activité directement politique bien que quelques radicaux

maçons bénéficient, en 1869, du soutien affiché de quelques loges comme Bancel ou Carnot. La Maçonnerie pour de jeunes républicains est pourtant attractive. L'Eglise et les forces cléricales l'attaquent violemment, elle est connue pour être un foyer d'opposition. Entrer dans un atelier, c'est y retrouver des amis et un état d'esprit progressiste, c'est se former au débat, c'est apprendre au contact des autres, c'est jouir d'une relative tranquillité tant que n'existe pas de droit de réunion. En 1869, Massol invite le Convent du Grand Orient à convoquer un anticoncile face à Vatican 1 et Crémieux, appuyé par l'aile la plus radicale du Rite Ecossais; accède à la dignité de Souverain Grand Commandeur. L'année suivante, le républicain Babaud-Laribière devient Grand Maître du Grand Orient.

C'est bien le courant radical qui est le mieux représenté dans les ateliers, en tenant compte qu'il se dissocie encore mal des révolutionnaires. Les républicains modérés sont moins actifs. Trois loges au Grand Orient réunissent une élite de militants radicaux :

- la Renaissance avec autour de Massol, Frédéric Morin, Caubet, Ranc, Castagnary, Casse, Cantagrel, de Jouvencel, Regnard, Reclus.
- l'Ecole Mutuelle avec autour d'André Rousselle, Tirard, Méline, Hérisson (tous trois encore radicaux), Dréo, Delattre, Brelay, Pelletan, Goupil.
- la Réforme à Marseille avec Rouvier, Naquet, Esquiros, Gaston Crémieux, à qui revient l'honneur d'initier Gambetta en 1869.

Pour le Rite écossais, retenons :

- l'Ecossaise 133 qui initie Brisson en 1856, il va être l'animateur de cet atelier qui regroupe radicaux et révolutionnaires : Floquet, Ulysse Parent, les frères de Fonvielle, le Dr Villeneuve, Eudes, Charles Limousin, Vallès, Lefrançais, Mesureur, Boutteville, Leroy ; l'Ecossaise essaime en fondant la loge "la Mutualité" qui va admettre Wyruboff (le théoricien du positivisme), Camille Pelletan, et, en 1872, Eduard Lockroy.
- "le Réveil Maçonnique" où Crémieux fait recevoir ses amis Emmanuel Arago, Jules Simon, Allain-Targé, Lafferrière.

Il n'est guère de dirigeant du radicalisme qui ne soit entré en Maçonnerie sous l'Empire libéral ou au tout début de la Troisième République (comme Dide, de la Forge, Pichon, Tolain). Douze au moins des dix-sept députés et une majorité de journalistes (comme Ulbach, Duportal, Lavertujon) ayant signé l'appel pour le non au plébiscite de 1870 sont des Maçons.

Dans de telles conditions, il n'est pas surprenant de constater que la République gambettiste ait puisé une large partie de son personnel administratif dans les ateliers. Au Gouvernement Provisoire, une majorité de Maçons : deux d'envergure (Crémieux, Pelletan), un "revenant" (GarnierPagés), quatre nouveaux (Gambetta, Simon, Arago, Rochefort). Un triomphe éphémère suivi d'un reflux aux élections. A Paris, le 18 mars, la Commune s'installe.

Le radicalisme va éclater. Quelques radicaux parisiens "jacobins" comme les FF •• Millière, Gambon ou Delescluze participent à l'insurrection. D'autres appuient le gouvernement légal. Une majorité va s'efforcer jusqu'au bout de proposer l'ouverture de négociations. Elle agit à Paris par l'intermédiaire de "l'Union des Droits de Paris" animée par les FF •• Villeneuve, Floquet et par Loiseau-Pinson. Le radicalisme provincial les appuie. Quelques élus de la Commune dont les FF •• Goupil, Ranc, Parent,

Leroy... s'en retirent pour ne pas cautionner des actes de violence. La plupart de ces "conciliateurs" sont Maçons et les responsables de la Maçonnerie parisienne vont mener une action semblable. C'est l'échec de leur seconde entrevue avec Thiers qui va seulement provoquer le ralliement à la Commune d'une large majorité de la Maçonnerie parisienne. Les radicaux maçons qui comme Ernest Hamel, Floquet, Victor Considérant tentent d'empêcher cette évolution sont donc désavoués.

Après la défaite des insurgés, un groupe de quatre Maçons radicaux (Balduc, Brisson, Greppo, Massol) mène le premier combat pour l'amnistie et ce sont également des hommes ayant la double appartenance comme BonnetDuverdier, Sigismond Lacroix, Ordinaire, Josserand qui s'efforcent de maintenir des liens entre les nouveaux exilés et le Parti républicain.

L'échec de la Commune, les déceptions provoquées par la défaite vont stopper pour un temps la poussée du radicalisme au sein de la Maçonnerie. Elle est à nouveau suspecte, se fait très prudente. Un modéré, le Dr de Saint Jean préside des Conseils de l'Ordre où les radicaux sont minoritaires. Le processus de démocratisation pour lequel oeuvraient les Radicaux au Rite Ecossais est stoppé. Les loges ne se battent (et encore prudemment) que pour le seul maintien de la République ; elles affichent leur patriotisme et traitent de la laicisation ou du rapprochement entre les classes sociales. C'est dans ce contexte de repli que se situent les initiations de Littré et de Ferry, tous deux positivistes modérés. Gambetta à cette seule occasion revient en loge et improvise une allocution reproduite par toute la presse républicaine.

La poussée du radicalisme dans les loges reprend avec la victoire républicaine. La loi Navet sur le divorce peut être attribuée à l'action déjà ancienne du radicalisme maçonnique. Il en est de même des lois Ferry bien que l'entourage du ministre ait été profane.

Le radicalisme se divise en trois tronçons. Les amis de Gambetta se rapprochent des modérés devenant "opportunistes" ; à l'opposé, les "intransigeants" (Clémenceau, les FF •• Pelletan, Madier de Montjau, Talandier...) veulent l'application intégrale du programme de Belleville ; entre ces deux forces, une "gauche radicale" (les FF •• Floquet, Lockroy, Brisson) ménage l'avenir. Même si le courant gambettiste est bien le moins maçonnisé, on ne sent pas trop le contrecoup de ces oppositions dans les loges -sauf cas d'espèce naturellement-. A l'extrême-gauche, des intransigeants et des communards amnistiés fondent "l'Alliance Socialiste Républicaine" qui semble bien être d'origine maçonnique car plusieurs de ses dirigeants (Amouroux, Pichon, Hovelacque...) viennent de la même loge "les Amis de la Tolérance".

9

Les ateliers ne recrutent plus que des républicains avancés anti-cléricaux et il devient difficile au ferryste Charles Cousin, successeur de la Saint-Jean, de se maintenir à la

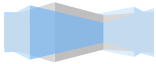
présidence du Grand Orient. Il démissionne en 1885, avant les législatives, dénonçant la virulence des campagnes radicales. Son successeur est Jean-Claude Colfavru, un ancien élu démo-soc, exilé après le coup d'Etat, radical intransigeant, qui avait, dès 1863, mené le combat lalque au Grand Orient. L'ex-pasteur Desmons qui lui succède en 1887, plus rassembleur, va symboliser jusqu'à sa mort le radicalisme maçonnique parlementaire. Au Rite Ecossais, l'aile gauche radicale avec Brisson, Floquet, Goumain-Cornille, Georges Martin, Mesureur fait scission et fonde, en 1880, la Grande Loge Symbolique Ecossaise, une phalange peu nombreuse (moins de mille membres) mais combative. L'Obéissance du Suprême-Conseil reste moins marquée mais ses dirigeants (Proal, Emmanuel Arago, le Dr Gonnard) sont également radicaux ou radicalisants. Jules Simon a du quitter cette Obéissance et la Maçonnerie quand il s'est opposé -vainement- à la lalcisation intégrale de l'enseignement public.

3 - LA MAÇONNERIE CONTRIBUE À L'ÉLABORATION ET À LA DIFFUSION DES GRANDES OPTIONS DU RADICALISME ET À LA CRÉATION DU PARTI RADICAL (1885-1902)

Radicalisme et Maçonnerie s'interpénètrent désormais totalement. Deux des trois Obédiences s'engagent directement dans les batailles électorales. La Maçonnerie ne regroupe cependant qu'un nombre limité de membres (20.000 dont 17.000 pour le Grand Orient) bien en-deçà de son influence. Son implantation est grossièrement celle du radicalisme. Elle est importante dans les grandes villes et les provinces déchristianisées, plus fragile mais plus ardente dans les bastions cléricaux. Son recrutement évolue lentement peu de grands bourgeois, un recul de la présence ouvrière, un plus grand nombre de fonctionnaires : des instituteurs, des postiers, des policiers, pratiquement pas de paysans. On y entre toujours par cooptation mais les enquêtes faites sur les candidats tiennent surtout compte des options politiques et antireligieuses. Peu de membres mais quel militantisme avec la fondation de comités, de ligues, d'associations laïques et surtout de groupes de libre-pensée ! Les travaux des loges témoignent qu'il s'agit d'une Maçonnerie de combat autant que de réflexion.

La composition du Conseil de l'Ordre s'en ressent. Une majorité des élus ont exercé ou exercent des responsabilités politiques importantes : une moyenne de huit Parlementaires, des maires, des conseillers généraux, des directeurs de journaux ; cette constance prouve que les délégués aux Convents choisissent leurs représentants à partir de critères politiques (et ces élus sont radicaux) et que ces dirigeants considèrent leurs engagements maçonniques comme importants et directement liés à leurs choix politiques. La Maçonnerie, si l'on se base sur les vœux des loges, se situe à la gauche du pouvoir même quand il est radical. Les modérés se sentent de plus en plus minoritaires dans les ateliers où viennent ou reviennent des socialistes. Millerand qui entre à la loge "l'Amitié" en 1883 y côtoie des radicaux influents comme Jules Périllier, Laguerre, Beauquier, Pétrot. Le socialisme, jusqu'en 1893, est cependant trop faible pour pouvoir infléchir les votes conventuels. Le radicalisme est maître.

10



La seconde secousse qui atteint le radicalisme va avoir un prolongement maçonnique. Une minorité de radicaux et de socialistes par haine de l'opportunisme et du ferrysme autant que par nationalisme suit le général Boulanger même après

son alliance avec les ennemis de la République. Après la défection de Desmons, les radicaux maçons boulangistes sont très isolés et ne tiennent qu'une seule petite loge de 22 membres : "la République démocratique" présidée par Laguerre.

La Maçonnerie va se mobiliser contre le général factieux à partir du ministère présidé par le F... Charles Floquet (avril 1888-février 1889) membre de la G.L.S.E.. Dans les locaux, rue Payenne, de cette petite Obédience, Gustave Mesureur fonde la Ligue de la Propagande Républicaine. Le Conseil de l'Ordre du Grand Orient, en mai, par 18 voix contre quatre abstentions, invite les FF •• à "rester les fidèles et énergiques défenseurs de la République, les adversaires résolus de la politique plébiscitaire et césarienne" ; Colfavru parraine la première^U Ligue des Droits de l'Homme" qui se crée rue Cadet. Le 3 juin, la loge "des Droits de l'Homme" avec l'appui des Vénérables parisiens organise, au Cirque d'Hiver, le premier grand meeting maçonnique depuis la Commune. Colfavru préside assisté d'Opportun, de Georges Martin et de Gustave Mesureur. Une motion stigmatisant le Boulangisme est adoptée contre un texte socialiste et antiparlementaire.

Floquet préside le deux décembre la fête annuelle de son Obédience. A ses côtés, Edouard Lockroy (ministre), Anatole de La Forge (vice-président de la Chambre), Darlot (Président du conseil municipal de Paris), Jacques (Président du Conseil général de la Seine), les députés radicaux Brialou, Brisson, Desmons, Jullien, Mesureur.. Quelle mobilisation 1.

Au Parlement, le F •• Barbe (qui appartient comme de Hérédia à "l'Etoile Polaire" -tous deux ont appartenu au cabinet antiboulangiste de Tirard)- crée un "groupe fraternel d'études" pour "débatte des moyens à employer pour assurer la victoire de la République aux prochaines élections". Jacques est battu à Paris par Boulanger mais le F •• Constans, ministre de l'Intérieur, réussit à persuader le général que son arrestation est imminente. Il se réfugie à l'étranger et le boulangisme décline. Les élus compromis sont exclus du Grand Orient après de sévères réquisitoires de Benoît-Lévy, de Doumer, d'Opportun et de Pétrot.

En ces années 1888-1889, les forces vives du radicalisme sont dans les loges. Prenons quelques exemples à Paris

- aux Droits de l'Homme : Lepelletier, Peyrouton, Lucipia, Lamina, Edmond Thiry, le Dr Cattiaux.
- à l'Avant-Garde Maçonnique Delattre, Guyot, Romain Renoult, Victor Simond et l'équipe du journal "le Radical".
- à la Constante Amitié : Dide, Colfavru, de la Forge.

Les ateliers traitent du "plébiscite devant le suffrage universel", des droits politiques de la femme, de la réforme agraire, des cinq cent millions du clergé... Comment un jeune radical, dans de telles conditions, n'aurait-il pas ressenti le besoin d'entrer dans une loge ?

Au cours de la législature 1889-1893, la Maçonnerie cimente davantage l'aile la plus dure du Parti républicain que le Parti lui-même. Les loges sont hostiles à la

concentration, c'est-à-dire à l'alliance avec les modérés et surtout aux ralliés. La poussée- anticléricale est vive : deux Conseillers de l'Ordre sont contraints à la démission du Conseil pour avoir voté le budget des cultes et se retrouvent donc à la base. Chaque nouveau Conseiller doit s'engager à des obsèques civiles. Des vœux ou des protestations affluent au Grand Orient : les FF .•. se jugent victimes de l'hostilité des fonctionnaires, réclament des mutations, exigent le respect des principes laïques, demandent le vote de lois sociales. L'Obéissance met au concours, en 1891, la réforme de l'impôt et, en 1893, "l'amélioration du sort des travailleurs". Un fonds de propagande est réuni en vue des élections. Dequaire-Grobel, Orateur du Convent de 1892, est ovationné quand il présente le Grand Orient comme "l'avant-garde de la démocratie" et qu'il énumère les mesures laïques et les lois économiques et sociales nécessaires.

Les programmes votés par les Convents vont être ceux du futur Parti radical. On y trouve les mesures de laïcisation (la Séparation des Eglises et de l'Etat, l'abrogation de la loi Falloux...), des mesures économiques (la suppression des grands monopoles privés, celle de l'héritage en ligne collatérale, la réforme de l'impôt), des mesures politiques (la révision de la Constitution et d'adoption du scrutin de liste, l'occupation par les seuls républicains des fonctions publiques...), des mesures sociales (l'arbitrage en cas de grèves, les retraites ouvrières, les accidents du travail, l'aide à la mutualité et aux coopératives ouvrières, des mesures en faveur de l'enfance...), mais aussi la réforme de l'enseignement et du système judiciaire, la suppression de la peine de mort etc...

Le Grand Orient est toujours présidé par des Radicaux libre-penseurs : Desmons, Thulié, Blatin, Viguié... En 1893, Romain Renoult, Ernest Rousselle, Gerville-Réache, Paul Doumer sont Vénérables de loges de Paris. Les élections de 1893 sont décevantes et les modérés continuent à diriger le pays. Une exception cependant, le gouvernement Léon Bourgeois que la presse présente, avec raison, comme maçonnique. Il comprend sept FF .•. : Combes, Viger, Ricard, et surtout Lockroy, Doumer, Guieysse et Mesureur. Une seule initiative intéressante : l'étude d'un projet d'impôt sur le revenu conforme aux vœux des loges. Le gouvernement est cependant contesté dans les ateliers qui le jugent trop peu radical ; le ministère Méline qui lui succède est honni par les loges.

Si la vie du Grand Orient se caractérise par la continuité et un gauchissement perpétuel -qui contribue à gauchir le radicalisme- il y a, à l'inverse, bouleversement au Rite Ecossais. Les loges s'émancipent de la tutelle du Suprême-Conseil et fondent, en 1894, la Grande Loge de France. La G.L.S.E. la rejoint après négociations. La nouvelle Obéissance est également présidée par des radicaux : Adolphe Magnien, Henri Michel, Bonnardot (à l'anticléricisme virulent), Mesureur se succèdent à la Grande Maîtrise. Les conclusions des travaux des Convents, la composition et l'état d'esprit des loges ne permettent pas encore de différencier les Obédiences, l'invocation au Grand Architecte est facultative à la Grande Loge. Un radical féministe, venu de la G.L.S.E., Georges Martin, est à l'origine en 1894, de la première Obéissance mixte internationale : le Droit Humain.

Au cours de ces années, le radicalisme s'organise à la suite d'initiatives prises par des Francs-Maçons. Combes fonde au Sénat la Gauche Démocratique et Camille

Pelletan, le Groupe radical-socialiste à la Chambre. Une fraternelle parlementaire se constitue également mais nous ne saurions -faute de documents- apprécier son influence. En 1894, deux mouvements voient le jour : l'"Association pour les Réformes Républicaines" à l'initiative de Mesureur et "le Comité Central d'Action Républicaine" à finalité plus électorale organisé par les FF .°. Romain Renoult et Klotz, ce dernier, jeune Maçon (initié en 1890), membre de la loge modérée "l'Alsace-Lorraine". Les deux groupes fusionnent au cours de l'automne 1895 adoptant le sigle proposé par le F .°. Guyot-Dessaigne : le "Comité d'Action pour les Réformes Républicaines" auquel adhèrent 53 loges dont celles de la G.L.S.E. Les FF .°. Mesureur et Opportun animent ce Comité qui n'a pas de caractère maçonnique, mais dont la propagande est diffusée dans les Ateliers. D'autres associations para-radicales se fondent dont les "Jeunesses républicaines" présidées par le F .°. Deshayes (de la loge socialiste "Thélème") et l'oeuvre des patronages largues de France dirigée par des Maçons sous la présidence d'honneur de Brisson.

Avant les élections de 1898, des loges de Paris s'étaient inquiétées de la poussée du nationalisme et de l'antisémitisme et le F .°. Edgar Monteil, un haut fonctionnaire radical révoqué par Méline avait organisé rue Cadet une grande réunion publique antiraciste et antigouvernementale. Ces élections sont un succès pour les Radicaux. Brisson forme un cabinet qui passe pour influencé par la Maçonnerie et se trouve effectivement appuyé par les loges. Le Convent de 1898 du Grand Orient adopte un voeu présenté par le socialiste Dazet de soutien "contre tout retour offensif de la réaction confessionnelle ou césarienne" et les ateliers se félicitent de ce que le gouvernement ait saisi la Cour de Cassation de la demande de révision du procès de Dreyfus.

La Maçonnerie attaquée au Parlement y est vigoureusement défendue par les FF .°. Rabier et Lafferre tous deux radicaux. Les loges dans l'ensemble hostiles au ministère Dupuy trop antidreyfusard se félicitent par contre de la formation de celui de Waldeck-Rousseau qui reçoit l'investiture après que Brisson ait fait devant les députés le signe maçonnique de détresse. Parmi les ministres, quatre Maçons : de Lannessan, Millerand, Pierre Baudin et Monis, ce dernier plus effacé.

La Maçonnerie a été bien moins perturbée que le radicalisme par l'Affaire. Les antidreyfusards ne s'y manifestent pas ouvertement de peur d'être accusés de racisme ou de complicité avec les nationalistes. Quelques exclusions ou démissions cependant (dont celles de Lepelletier et de Morinaud), mais les Convents votent dans le même sens dreyfusard, à l'exception d'une seule loge.

Les efforts d'unification du radicalisme se poursuivent après les élections. Des commerçants et des industriels radicaux fondent en 1899, sous la présidence de Mascuraud, "le comité républicain du commerce et de l'industrie" ; Mascuraud n'est pas Maçon mais ce regroupement coïncide curieusement avec l'essor des fraternelles professionnelles. En 1891 également, une initiative strictement maçonnique : les FF .°. Baudon (Conseiller de l'Ordre et député de Beauvais) et Hubbard créent un "Comité d'entente philosophique" qui devient peu après la "Fédération radicale-socialiste" dirigée par Baudon, Hubbard et Lafferre. L'année suivante, les élections municipales à Paris sont catastrophiques. Lucipia, se situant à

l'extrême-gauche du radicalisme, ancien Communard, Président du Conseil de l'Ordre du Grand Orient et du Conseil municipal de Paris est, ainsi que Viguière, battu par les Nationalistes après une campagne haineusement antimaçonnique. Les Vénérables de Paris ripostent par la fondation de la "Ligue d'Action Républicaine contre le Nationalisme" avec laquelle va fusionner la Fédération Radicale-Socialiste. La Ligue participe aux grandes manifestations de loyalisme républicain du 14 juillet 1900.

Reprenant alors l'initiative, le Comité présidé par Mesureur invite ses membres et sympathisants puis les loges, les parlementaires et des associations amies à un congrès constitutif du Parti républicain radical. Parmi les 1132 délégués qui se réunissent du 21 au 23 juin 1901, salle des Sociétés Savantes, assurément les Maçons sont en majorité. 155 Loges, soit près du tiers des loges françaises sont directement représentées bien que le Conseil de l'Ordre ait émis un avis défavorable aux quelques loges qui lui avaient demandé conseil. L'équipe organisatrice (à l'exception de Goblet) est maçonne. Le F .°. Léon Bourgeois préside, le F .°. Hubbard, ancien Conseiller de l'Ordre, présente le rapport sur l'organisation du Parti, le F .°. Camille Pelletan expose un programme électoral copie conforme de celui du Grand Orient.

1902 - 1914 : RADICALISME ET MAÇONNERIE APRÈS LA FORMATION DU PARTI RADICAL

La création du Parti Républicain, Radical et Radical-Socialiste ne soulève pas les passions. Peu de compte-rendus dans les ateliers et même le journal "le Radical" n'y consacre qu'une place restreinte. Pourtant, à terme, l'évènement est considérable. Une structure solide existe, obligeant la Maçonnerie à redéfinir ses liens avec la politique. Avant la première guerre mondiale, le Parti est encore aux mains des Maçons. Tous les Présidents des Conseils Exécutifs à l'exception de Caillaux sont des FF .°. (Mesureur, Dubief, Faure, Berteaux, Combes, Pelletan, Delpech, Lafferre, Vallée) ; parmi eux, trois anciens Présidents d'Obédiences (Delpech, Lafferre et Mesureur) et deux anciens Conseillers de l'Ordre (Dubief et Faure). D'importants dirigeants radicaux ont une intense activité maçonnique tels Fabiani, Nicol, Bourrat (de la grande Loge) ou Dalimier, Victor-Meunier, Chauvin (du Grand Orient).

Les programmes présentés aux divers congrès, notamment celui de Nancy (1907) où le rapporteur est le F .°. Debierre reprennent point par point les propositions maçonniques. Quand il y a un débat difficile aux Congrès, cela signifie qu'il y a déjà eu débats difficiles aux Convents précédents ! Deux différences cependant : les conclusions radicales sont parfois en-deçà des conclusions maçonniques car les Assemblées maçonniques sont de plus en plus influencées par les Socialistes ; d'autre part, des points de vue sur certaines questions (le mode de scrutin par exemple) dépendent surtout de la conjoncture, d'où des évolutions circonstancielles.

14

Les Obédiences prennent grand soin à se démarquer du Parti ; certains ateliers ont d'ailleurs adhéré à une des formations socialistes ! En 1901, le Convent, présidé par Lucipia, débat de la "réorganisation du Parti républicain". Le rapporteur invite la Maçonnerie à rester une école de philosophie politique et morale qui doit unifier les

forces laïques. Les Maçons se voient recommander d'adhérer aux différents Partis et de hâter la venue d'une seule organisation. Il n'est pas question du Parti radical même si certains pensent à lui. Le Grand Orient décide d'organiser des comités républicains pour soutenir les candidats gouvernementaux. La commission de propagande propose aux FF .°. de diffuser des journaux où se retrouvent "la pensée et l'inspiration de la Maçonnerie". Ce sont pour Paris "le Radical", "la Lanterne" et "la Raison" (organe de la Libre-Pensée) ; en province, "le Petit Ardennais" du F .°. Georges Courneau, "le Petit Bourguignon" du F .°. Obein, "le Petit Provençal", "le Petit Méridional" du F .°. Garel, "l'Avenir de la Dordogne" du F .°. Joucla, "la Tribune de l'Aisne", "le Progrès du Nord" ... tous organes radicaux. Un incident significatif perturbe quelque peu une séance du Convent. Un délégué reproche au F .°. More d'avoir invité les délégués socialistes à une réunion privée. Ce dernier répond que des loges ont bien participé à la fondation du Parti Radical ! Le Conseil de l'Ordre sent le danger de division et, le 18 novembre 1901, il rappelle aux ateliers qu'ils ne doivent pas adhérer à un Parti. Cette injonction plusieurs fois répétée finira par être d'une certaine efficacité après 1906.

La victoire électorale du Bloc des Gauches et l'arrivée au pouvoir du F .°. Emile Combes vont entraîner le Grand Orient à s'identifier au gouvernement. Au début le ministère suscite quelques réserves des loges qui le trouvent trop modéré mais l'action qu'il engage contre les Congrégations lui vaut bientôt un soutien enthousiaste et continu. Par contrecoup, le Convent de 1902 est caractérisé par une flambée d'anticléricisme. Delpech, sénateur radical, accède à la Présidence du Grand Orient. Goussier va jusqu'à proposer que le mariage religieux et le baptême des enfants deviennent des délits maçonniques !. En 1903, le député Lafferre remplace Delpech. Réélu en 1904, il doit faire face à l'Affaire des Fiches, qui ne met en cause, rappelons-le, que quelques responsables du Grand Orient. L'Obéissance serre les rangs devant la vague d'antimaçonisme qui déferle. Au Convent de 1905, le F .°. Augagneur qui préside fait approuver sans difficulté l'attitude du Conseil de l'Ordre. La Grande Loge non compromise est solidaire. Des ateliers demandent des sanctions contre les ministres ou députés radicaux (comme Dubief, Bienvenu-Martin, Pelletan) dont l'attitude est jugée peu fraternelle. Millerand est radié et Doumer contraint à une démission durable.

L'Affaire des Fiches a pour conséquences à court terme une poussée des effectifs (le Grand Orient compte 30.000 membres en 1910) et à plus long terme une prise de conscience du danger que représente pour la Maçonnerie un soutien trop inconditionnel à un gouvernement ami. Plus grave pour l'Ordre est le fossé qui se creuse entre Radicaux et Socialistes surtout après le Congrès qui tient l'Internationale à Amsterdam en 1904. Les rapports présentés devant les Congrès maçonniques régionaux de la région parisienne prouvent que les Socialistes y sont majoritaires autour des années 1900 ; la province reste plutôt radicale. Les synthèses conventuelles sont délicates. Ainsi en 1903, le F .°. Imbert, socialiste, présente le rapport sur "les moyens susceptibles d'assurer l'exploitation des monopoles par les travailleurs". Debierre, en désaccord, dénonce "le vieux bagage pseudo-scientifique de la doctrine collectiviste". Un même conflit oppose les deux courants, en 1904, sur "les relations entre le capital et le travail". Debierre à nouveau condamne le collectivisme de Marx et de Lassalle lui reprochant d'investir l'Etat d'un poids considérable, proposant comme réformes la participation aux bénéfices, la fixation

d'un salaire minimum, l'aide à la Mutualité et aux coopératives ouvrières. Delpech en 1905 reproche maladroitement aux Socialistes de vouloir mettre la main sur le Grand Orient ; il pose la question : un Maçon peut-il appuyer la lutte des classes ?... De tels exemples pourraient être multipliés au point qu'un long débat sur le collectivisme ne peut aboutir à aucune conclusion de synthèse.

Les Radicaux conservent toujours les Présidences dans les deux principales Obédiences. Le général Peigné et Mesureur -dont la popularité est à son zénith- dirigent la Grande Loge et Lafferre (1907-1909), Desmons et Bouley (1910), Debierre (1911-1913) et Georges Corneau se succèdent au Grand Orient. Les Socialistes sont mieux représentés avec Dürre et Wellhoeff à la Grande Loge ; en 1912, au Grand Orient Sembat partage la vice-présidence avec Corneau et Mille (soc.) le secrétariat avec Courcenet (rad.).

Vers la fin du siècle, les Convents s'intéressent davantage à la colonisation et à la défense de la paix. Point de divergences sur le premier sujet entre Maçons et Radicaux j le F ••. Etienne, député radical, dirige le groupe colonial de la Chambre ; sur le second, la Maçonnerie est plus active. Léon Bourgeois doit l'essentiel de sa popularité dans les ateliers à son action au Congrès de la Paix de la Haye et non au Solidarisme, une philosophie d'inspiration maçonnique mais méconnue dans les loges. L'activisme des Maçons radicaux comme Nattan-Larrier et Le Foyer (de la loge Cosmos) ou de Richet au sein de diverses associations soulève plus d'enthousiasme dans les ateliers que dans tel congrès du Parti.



En 1914, une évolution est en cours. La Maçonnerie après l'affaire des fiches a pris quelques distances avec les luttes politiciennes et s'efforce d'être davantage un mouvement de pensée. La création du Parti radical rend moins nécessaire pour un militant d'appartenir à une loge. De leur côté, les Obédiences interdisent à leurs ateliers d'adhérer en bloc à une formation politique de façon à rester un centre d'union. Les Maçons socialistes se sont regroupés en amicale sous la direction de Violette, ce que ne font pas les Radicaux.

Il est vrai que le pourcentage de Maçons à la direction du Parti radical est aussi impressionnant que celui des Radicaux au Conseil de l'Ordre du Grand Orient ou au Conseil Fédéral de la Grande Loge. Gustave Mesureur préside jusqu'en 1913 aux destinées du Rite Ecossais puis cède le premier maillet au général Peigné. Rue Cadet, le sénateur radical Charles Debierre, lalque pur et dur est, cette même année, remplacé par Georges Corneau, autre radical, directeur du Petit Ardennais. Au Conseil de l'Ordre siègent Antoine Mollard, sénateur du Jura, Laurent Thiéry, Gustave Perreau, Auguste Vincent tous parlementaires radicaux, des publicistes influents (Lucien-Victor Meunier de Bordeaux, Jules Gariel de Montpellier), des militants de la trempe de Jean Bonnafous ou de Denis Guillot. Le socialisme est représenté par Marcel Sembat, Lebey, Jourde, Frédéric Brunet, ces deux derniers n'appartenant pas à la S.F.I.O.

Si nous consultons le répertoire des ateliers, en 1913, nous constatons que maints Vénérables sont des notables radicaux : Réveillaud à Saint-Jean d'Angely, Boisdé à la Roche-sur-Yon, Tavé à Tulle, Pierre Burdeau à Villefranche-sur-Saône. D'autres appartenances, à la Libre Pensée, aux Patronages laïques, à la Ligue des Droits de l'Homme ou à celle de l'Enseignement, aux Jeunesses laïques et républicaines, lient ces militants radicaux et maçons.

La Maçonnerie dans sa presque totalité appuie le Bloc des Gauches, c'est-à-dire l'alliance du radicalisme et du socialisme contre la réaction. Elle combat la loi des trois ans, le ministère Barthou comme tout rapprochement avec le Vatican. Elle s'inquiète, avec le F.!. Augagneur, de la poussée du chauvinisme, de l'emprise catholique sur la jeunesse et dans l'armée, du terrain perdu depuis l'affaire Dreyfus. C'est cette Maçonnerie combiste et blocarde qui initie de nombreux jeunes Radicaux qui feront, entre les deux guerres, des carrières de députés, de sénateurs, de maires, de conseillers généraux. Tous ne lui resteront pas attachés.

En effet, une des caractéristiques les plus marquantes de l'entre-deux-guerres est le pourcentage moins élevé de dirigeants radicaux fréquentant les loges. Citons d'abord ceux qui n'ont jamais "taillé la pierre brute" : Herriot et Daladier et aussi les frères Sarraut, Lucien Lamouroux, Albert Milhaud, Georges Ponsot, Louis Ripault, Renard, de Tesson, Queuille, Delbos, Bonnet, Malvy, Pierre Cot... soit des dirigeants de toutes tendances.

A l'opposé, des personnalités radicales ou radicalisantes de valeur continuent à exercer des fonctions importantes dans l'Ordre maçonnique. Aubaud, Calmel,

Capgras, Diagne, Goude, Gaston-Martin, Lucien-Victor Meunier, JammySchmidt siégeront au Conseil de l'Ordre ; Rio, Vidal, Le Foyer, Léon Perrier au Conseil Fédéral ; une figure haute en couleur du radicalisme de l'Orne,

Fabius de Champville, anime les Convents de la Grande Loge. Le nombre de responsables radicaux Vénérables de loges du Grand Orient, en 1922, reste impressionnant : Jammy-Schmidt à Beauvais, Laurent-Thiéry à Belfort, Gaston Poittevin à Chnons, Lévy-Alphandéry à Chaumont, Jacques Rolland à Gaillac, Tavé à Tulle, Perreau à La Rochelle.

Entre les deux guerres surtout, lenombredes doubles appartenances parmi les dirigeants a généralement été exagéré. Ainsi, l'auteur de "La Franc-Maçonnerie au Parlement", Mr de Saint-Pastour, présente des listes impressionnantes mais surestimées de ministres maçons. Il cite Albert Sarraut qui n'a été que lowton, Henry Chéron initié en mars 1892 mais démissionnaire dès le mois de mai, André Honorat reçu en 1900 aux "Vrais Amis", radié en 1908... Il est toujours nécessaire de dater et de s'efforcer de trouver, si possible, les raisons des retraits éventuels de la Maçonnerie. Prenons quelques exemples :

- Franklin-Bouillon initié à la loge Thémis, le 28 juin 1899, ne s'en retire que le 11.10.1930, soit au bout de... 31 ans. Mais il est peu à peu, au cours de ces années, passé de l'aile gauche à l'aile droite du radicalisme ;
- Marcel Regnier admis en 1893 à la loge L'Equerre (Moulins), élu député de l'Allier en 1903, parlementaire très actif, évolue vers la droite du Parti à partir de 1920. Il est suspendu de ses droits maçonniques, cette même année, pour avoir voté les décrets-lois Poincaré. Il quitte alors sa loge sans retour ;

Voici donc des retraits liés à une évolution politique. Ce n'est pas toujours les cas :

- Alfred Dominique admis à la Franche Amitié en 1925 démissionne en 1933. Pourquoi ?
- Félix Bouffandeau, initié en 1881, démissionnaire en 1906, est réintégré dans sa loge en 1925. Est-ce parce qu'il est devenu un des chefs du Parti ? Des questions actuellement sans réponse.

A défaut d'une étude complète, nous nous sommes contentés de noter qu'un dirigeant radical sur deux a été -à un moment ou à un autre- membre d'une Loge maçonnique.

M. Bernstein a expliqué le relatif recul de la présence radicale dans les Ateliers par deux facteurs. Le premier est l'implantation grandissante du radicalisme en zone rurale ; le second, le poids accru de l'influence socialiste dans la Maçonnerie.

La raison la plus évidente reste l'existence d'un réseau de comités radicaux qui rend moins nécessaire, pour un militant, le passage par une structure maçonnique. Il est vrai aussi que le monde rural est peu maçonnisé mais le réseau des loges dans les petites villes reste dense et la composition socio-professionnelle est, dans les deux organisations, assez proche. Plus convaincante est l'explication par une modification

du rapport des forces. Il est vrai que la Maçonnerie est bien implantée dans une France 'algue où l'influence radicale décline au profit de celle des Socialistes comme elle décline au sein de la Ligue des Droits de l'Homme, de la Libre Pensée, des Jeunesses républicaines et laïques qui sont toutes de viviers de recrutement pour les Ateliers. Surtout, l'écartèlement des Radicaux entre une tendance favorable à la concentration et une tendance blocarde les a défavorisé dans un milieu maçonnique qui garde très longtemps la nostalgie du Bloc des Gauches et porte de plus en plus les FF •• vers la S.F.I.O.

Les prises de position des Convents restent cependant conformes aux vœux de la majorité des militants radicaux et de l'aile avancée des dirigeants : les projets économiques et sociaux sont ceux de la C.G.T. encore influencée par le Radicalisme, les principes laïques sont constamment affirmés, la réforme des Institutions et la consolidation de la paix sont l'objet de nombreux rapports.

Les Maçons radicaux les plus actifs et les plus représentatifs tels Léon Meyer, Jammy-Schmidt, Gaston-Martin se situent bien dans les courants de gauche du Parti et, le plus souvent, Radicaux et Socialistes cohabitent fraternellement dans les Ateliers. Il n'en reste pas moins vrai que les Radicaux de toutes tendances fréquentent des Loges et que la présence maçonnique est effective à la droite même de la "Gauche radicale". Le Franc-Maçon parlementaire est responsable de ses actes politiques devant son Parti et ses électeurs et seulement de son attitude maçonnique devant sa loge. Les Frères considèrent qu'il y a attitude antimaçonnique quand il y a abandon des principes laïques et républicains.



On a souvent et fort justement défini le radicalisme ainsi que la Maçonnerie comme un état d'esprit : attachement aux valeurs républicaines et au combisme, au souvenir de la Révolution Française, humanisme et tolérance, goût pour une forme de convivialité, compréhension et respect des choix individuels, qualité du niveau des débats et sens de la synthèse... Un radical ne peut donc que se sentir à son aise dans une Loge. Les dirigeants du Parti viennent d'ailleurs volontiers prendre la parole dans des Tenues Blanches Ouvertes. Il ne se relève qu'un seul discours ouvertement antimaçonnique dans un Congrès radical. Au congrès de Clermont, en 1934, le délégué Pfeiffer dénonce l'influence maçonnique au sein du Parti mais ses propos se situent dans le contexte de l'affaire Stavisky qui a éclaboussé des Maçons radicaux. Il est significatif qu'ils aient tenus par un Leader de la Droite du Parti et qu'ils aient été mal accueillis par les militants.

Parmi les critiques émises par Pfeiffer figure celle de former dans le Parti un groupe de pression. En réalité, il n'y a pas au sein du radicalisme de courant maçonnique ni même de fraternelle. Tout au plus, les Maçons éprouvent-ils le simple plaisir de se retrouver entre eux pour une Tenue et un banquet à l'issue des Congrès et aux grandes heures, c'est-à-dire après les succès électoraux de 1924 et de 1932 se tiennent des déjeuners de la victoire avec la participation d'Herriot dans la salle des fêtes, au 16, rue Cadet.

19


Certains historiens se sont efforcés d'établir une différenciation politique entre les Obédiences. Il s'écrit que le Grand Orient serait plus socialiste et la Grande Loge plus radicale, que les amis de Caillaux y seraient très actifs. A ce propos, la prudence

s'impose. Un fait certain cependant : au Grand Orient, à partir de 1922, les principaux Grands-Maîtres sont de la mouvance S.F.I.O. et la présence socialiste est de plus en plus sensible. A l'opposé, la Grande Loge très en flèche dans l'immédiate après-guerre, se retire peu à peu, sous l'impulsion des Wirth et autres Lantoiné, du débat politique d'où l'affirmation qu'elle se situe à la droite du Grand Orient.

De toutes façons, les deux Obédiences sont de plus en plus circonspectes et hésitent à intervenir dans les conflits politiques ou idéologiques après l'échec du Cartel. Elles restent cependant dans une mouvance réformiste et libérale. Les raisons en sont partiellement extérieures. La Franc-Maçonnerie est interdite en U.R.S.S. et dans l'Italie fasciste d'où une répulsion pour ses deux régimes, avivée par la présence de loges de réfugiés. Le courant révolutionnaire recule dans les Ateliers même si de nombreux FF  ne désespèrent pas de renouveler l'expérience du Bloc des Gauches et l'incompatibilité confirmée par Maurice Thorez entre les adhésions au P.C.F. et à la Maçonnerie sera une grande déception. A l'opposé, les persécutions subies par les FF  italiens vont écarter des milieux maçonniques toutes tendances vers des solutions de fermeté qui tentent certains radicaux ou socialistes. Dès 1924, les loges demandent la dissolution des Unions Civiques et d'autres groupements jugés fascistes. Les prises de position contre l'antisémitisme, et les organisations qui le professent (Camelots du Roi, Francistes, Action Française) sont incessantes. Des rapports de loges de province sont adressés au Conseil de l'Ordre pour signaler l'activité de ces groupuscules.

En fait, la Maçonnerie si elle se prononce pour des réformes constitutionnelles et cherche les voies d'un redressement moral reste toujours très attachée à la République parlementaire dont le radicalisme est le principal défenseur. Elle est d'autant plus enracinée dans la France laïque que l'excommunication ferme la porte aux Catholiques pratiquants. Elle subit les assauts incessants de l'extrême-droite raciste et souvent cléricale qui, par ses attaques, contribue à maintenir dans l'opinion publique l'identification entre radicalisme et Franc-Maçonnerie.

Ces remarques générales montrent la complexité des relations entre la Maçonnerie et le radicalisme. Entre les deux guerres, nous distinguerons deux périodes bien distinctes. La Maçonnerie reste très engagée dans les luttes politiques jusqu'en 1926 puis, fait significatif, les compte rendus du Conseil de l'Ordre ne mentionnent plus les congrès du Parti radical ; les liens désormais sont plus lâches.

La première guerre mondiale a eu pour conséquence un net ralentissement de la vie maçonnique. Les deux grandes Obédiences comme l'ensemble de la Gauche se sont ralliées à l'Union sacrée et appuyé le gouvernement présidé par le F  René Viviani. Un grand Maçon, le radical Félix Chautemps, Vénérable de la loge "La République", tombe au front en 1915. En 1917, les événements se précipitent. D'une part se réunissent à la Grande Loge puis au Grand Orient deux Convents internationaux qui élaborent une série de conditions jugées nécessaires pour la paix et un projet de Charte pour le S.D.N. ; d'autre part, les Maçons Debierre, Lafferre et René Renoult dominent les débats du premier Congrès tenu par le Parti radical depuis la guerre et appellent de leurs vœux un gouvernement de démocratie sociale.

Les exposés dans les Ateliers vont dans le même sens : "la paix sans annexion ni

indemnité", "l'évolution de la situation en Russie", "la laïcité, "la défense du régime républicain"... et aussi "la vie chère", "le droit des combattants", "les mutilés", "les dommages de guerre", "la reconstruction des régions envahies", "le travail féminin"... Rien par contre de relevé concernant les cas de Caillaux et de Malvy.

Le plus remarquable des Ateliers de la mouvance radicale est "la République" (Grande Loge de France) avec ses Vénérables talentueux : Accambray qui dirigera la Fédération Maçonnique pour la réforme de la S.D.N. puis Pierre Valude, futur sous-secrétaire d'Etat. La loge organise une série de conférences sur le thème général de la renaissance républicaine avec des parlementaires radicaux ou socialistes : William Bertrand, Deguise, Debierre, Jean Bon, Violette. Des Maçons radicaux s'efforcent d'insufler une nouvelle foi républicaine et anticléricale à des Ateliers affaiblis par la mobilisation ; au sommet, l'Ordre est bien représenté dans les divers gouvernements ; en particulier, celui formé par Painlevé (12.09-16.11.1917) comprend au moins 9 Maçons : Victor Peytral, Klotz, Chaumet, Dalimier, René Besnard, Maurice Long, Léon Bourgeois, Franklin-Bouillon et Jacques-Louis Dumesnil. Dans le gouvernement Clémenceau que combat la S.F.I.O., les FF •• ministres sont Pichon aux Affaires Etrangères, Pams à l'Intérieur, Klotz aux finances, Dumesnil à l'aéronautique, et surtout l'ancien Président du Conseil de l'Ordre du Grand Orient Louis Lafferre à l'Instruction Publique... une nomination qui a du réjouir de nombreux FF •• !

Pourtant, en 1919, année électorale, des critiques fusent des loges Contre ce gouvernement. Le Conseil de l'Ordre, toujours présidé par Corneau, rappelle, en avril, que la Maçonnerie avait, en 1902, assuré la victoire du Bloc des Gauches contre le Bloc des Droites et elle veut à nouveau être le ciment d'une alliance allant des Partis moins avancés "qui réclament de grandes réformes sociales" (la Gauche radicale) aux formations d'extrême-gauche sur les bases de la défense de la laïcité et du maintien de la séparation des Eglises et de l'Etat. Un vœu pieux car la motion Bracke votée par le Congrès S.F.I.O. exclut, au nom du principe de la lutte des classes, l'alliance avec le radicalisme provoquant un désarroi au Congrès de juillet 1919 des Radicaux. L'aile gauche la plus maçonnisée du Parti avec les FF... Simian, Besnard et Debierre part en guerre contre l'idée de la concentration obligeant Herriot à définir une position de synthèse pourtant peu crédible.

Les thèmes traités au cours des Convents de 1918 et 1919 au Grand Orient sont cependant plutôt techniques avec des débats de qualité sur la réorganisation économique et sur la réforme de l'enseignement technique; mais un des sujets retenus est plus politique : il s'agit de la "réorganisation républicaine". Une loge, en 1920, "la Parfaite Harmonie" (Toulouse), exprime explicitement le vœu que le Parti radical soit le pivot de l'alliance à gauche ; la majorité des Ateliers va implicitement dans le même sens. Deux loges seulement se prononcent pour le droit de vote des femmes et une pour la Révolution sociale.

De multiples reproches sont adressés au gouvernement Clémenceau par le Conseil de l'Ordre ou les loges : le maintien des mesures restrictives des libertés prises pendant la guerre, la censure, l'état de siège, le fait que le Parlement se soit trouvé placé devant le fait accompli et ait été forcé de ratifier le Traité de Versailles. Aucune critique de fond cependant sur le contenu de ce Traité !

L'arrivée aux affaires de Millerand ne pouvait que déplaire aux Maçons. Radié du Grand Orient pour avoir tenu des propos injurieux à la suite de l'affaire des Fiches, il est, de plus, de tempérament autoritaire et favorable au renforcement du pouvoir exécutif. Dans le gouvernement de centre-droit qu'il forme, il ne semble pas y avoir eu de ministres maçons alors que le Conseil de l'Ordre va féliciter les FF .°. Gaston Vidal, Alphonse Rio et Paul Doumer pour leurs entrées dans le cabinet Briand.

Le Convent de 1920 du Grand Orient est de tonalité très anti-Bloc National. Le Conseil de l'Ordre porte à sa présidence Charles Debierre, sénateur radical du Nord. Les deux Vice-Présidents sont Lanquine et Félicien Court (radical) alors que deux autres radicaux, Juvanon et Jammy-Schmidt, sont élus Secrétaires. L'Obédience débat de "l'appréciation à porter sur les Républiques prolétariennes de l'Europe orientale et sur les rapports que devra entretenir avec elles la République française"... Sujet trop brûlant pour qu'un accord de fond soit possible mais le voeu adopté de la reconnaissance de l'U.R.S.S. prélude à l'ouverture des relations diplomatiques décidée par le gouvernement Herriot. Le Convent, à la demande de Blaise Diagne, émet le voeu que les anciennes colonies soient assimilées à la métropole et que des réformes aient lieu dans les territoires d'outre-mer.

L'Assemblée vote le principe d'un impôt (il est vrai exceptionnel) sur le capital pour solder la dette intérieure se trouvant ainsi en harmonie avec l'aile avancée du radicalisme et, choix significatif, le radical alsacien Oesinger, adjoint au Maire de Strasbourg, entre au Conseil de l'Ordre. Le Convent d'ailleurs demande la suppression du Commissariat Général dans les territoires libérés ainsi que la mise en application de la législation laïque.

Une forte poussée anticléricale suit sans les Ateliers l'adoption de la proposition Noblemare, votée en mars 1920, favorable à une reprise des relations diplomatiques avec le Vatican ce que certains considèrent comme une voie ouverte vers la révision de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat et le vote de subventions aux écoles congréganistes. Le Parti radical comme la Maçonnerie condamne les quelques députés Frères et (ou) radicaux qui se sont prononcés favorablement ou se sont abstenus. Ils sont fort peu nombreux. Le retour de Debierre à la Présidence du Grand Orient donne d'ailleurs un coup de fouet à l'Obédience. Dans un ordre du jour remis

la presse, le Conseil de l'Ordre prend position contre l'orientation donnée à la fête de Jeanne d'Arc "trahie par son roi, livrée par les aristocrates, brûlée par les prêtres". Debierre s'efforce, sans grand succès, d'impulser en milieu maçonnique la "Ligue républicaine" radicalisante, qui jouera un certain rôle dans la formation du Cartel.

Le Conseil de l'Ordre surtout, par circulaire du 20 juillet 1920, critique sèchement l'action du gouvernement Briand. Il lui est reproché d'avoir fermé les yeux devant le retour clandestin des Congrégations et également le maintien des aumôneries militaires en temps de paix, les emprisonnements pour délit d'opinion, le régime scolaire en Alsace-Lorraine, la loi Bonnefoy-Barthou. Debierre s'en prend aux "velléitaires du Bloc National" et les Maçons (Lafferre, Laurent-Tiiiéry, Charles Bernardin...) animent le congrès radical de Strasbourg (Octobre 1920).

L'intérêt des Maçons du Grand Orient se porte à nouveau sur l'armée avec de vives

critiques de l'attitude passée des Conseils de guerre et la demande de la révision de la justice militaire, avec également une profonde inquiétude devant certaines menées royalistes au sein de l'armée dans le Palatinat dénoncées par "l'Ere Nouvelle" journal radical fondé par le F.'. Gaston Vidal et très prisé dans les loges. Ces préoccupations ne sont pas étrangères à l'élection à la Présidence du Conseil de l'Ordre du général Gérard, le Maçon le plus en vue dans l'armée alors que le F.'. Fonteny, membre du Parti radical, prend en mains la Fédération Nationale des Combattants républicains. Sur le plan international, l'Obéissance, si elle s'abstient de prendre position sur les événements d'Irlande, se prononce en 1921 à nouveau pour l'indépendance de l'Arménie, la reprise des relations avec les Soviets, la transformation de la S.D.N. en Parlement international.

Revenons à Gaston Vidal ! Il préside en 1920 le Convent de la Grande Loge de France et figure au Conseil Fédéral ainsi que Maurice Long, Gouverneur Général de l'Indochine et Pierre Nattan-Larrier. Le radical Accambray et le socialiste Deguise descendent de charge. Même attitude, même langage à la Grande Loge et au Grand Orient : des protestations contre la reprise des relations diplomatiques avec le Vatican, un "salut fraternel" aux victimes des grèves de 1920 "révoquées pour avoir usé de leur droit syndical"... des prises de position donc à la gauche de celles des Radicaux. Rio, devant le Convent réuni en 1921, justifie sa présence au sein du gouvernement Briand par la nécessité de lutter de l'intérieur contre les tendances antilalques qui "poussent à droite".

Le 15 janvier 1922, Poincaré forme un gouvernement davantage "Bloc National" incluant cependant trois Maçons : Paul Strauss, Rio et Vidal. En dépit de ces présences, le nouveau pouvoir subira de vives critiques des Obédiences maçonniques. Une exception cependant : les Obédiences (en dépit de voeux de loges) s'abstiennent de toute observation concernant l'occupation de la Ruhr, une attitude qui est également celle des Radicaux. L'année 1922 est surtout marquée, sur le plan maçonnique, par une campagne pour la libération du F.'. André Marty. Seule une minorité autour du F.'. Lafferre exprime des réserves. Vidal et Rio devront s'entremettre.

Autre sujet de mécontentement : la révocation des cheminots ! Le Conseil de l'Ordre s'inquiète surtout de la réforme Bérard qui tend à imposer des études de Grec et de Latin dans l'enseignement secondaire. Il décide, le 3 juillet, de tirer à 100.000 exemplaires un tract "Aux Républicains" pour combattre les projets gouvernementaux, le poids de l'oligarchie financière, l'intrusion du clergé dans les écoles publiques, les sanctions prises contre des fonctionnaires républicains et plus généralement de dénoncer "l'hypocrisie de certains Républicains qui affectent de s'indigner d'atteintes à cette union sacrée dont les Partis de réaction entendent profiter mais qu'ils n'ont jamais observée et à l'abri de laquelle ils préparent la destruction du régime démocratique".

Le Convent du Grand Orient traite de l'exploitation des richesses nationales au profit de la collectivité. Il préconise la nationalisation immédiate des entreprises constituant des monopoles de fait (assurances, banques, mines, chemin de fer, houille blanche...). Celles-ci devraient avoir l'autonomie financière, être gérées par des représentants de l'Etat, du personnel et des collectivités intéressées. Le personnel

serait intéressé aux bénéfiques. Des conclusions voisines donc de celles des Radicaux mais aussi de la C.G.T. ou de l'U.S.T.I.C.A. Le Convent débat également de la révision de la Constitution. Les conclusions sont très modérées puisque le principe du bicamérisme est, cette fois-ci, accepté et que le problème de la représentation des intérêts économiques est simplement réservé.

Le socialiste Arthur Mille est élu Président d'un Conseil de l'Ordre dans lequel entre Blaise Diagne, Orateur du Convent. Les discours en loge contre le Bloc désormais se multiplient. Devant le Convent de 1923, le sénateur radical Perreau présente un rapport fort vif contre les menées cléricales au sein de l'armée (le nom de Foch est cité), de l'enseignement (à propos des Davidées), en Alsace-Lorraine. Un voeu du Congrès des Loges de la Région parisienne stigmatise les FF... parlementaires qui, aux élections de 1919-1920, ont "scandaleusement pactisé avec les pires ennemis de l'esprit maçonnique", ont toléré le maintien en prison d'André Marty et "le 15 juin dernier ont approuvé un gouvernement qui s'inspire des suggestions de la Droite réactionnaire de la Chambre". Deux autres sujets sont également abordés : les réformes politiques et sociales à apporter dans les colonies et la défense de l'école laïque. Le Convent adopte les principes d'une école unique gratuite à tous les degrés, d'une école primaire sans distinction de sexe, de l'application de la loi interdisant aux Jésuites d'enseigner, du droit pour les fonctionnaires de participer à la vie politique et invite les Maçons à exiger des engagements fermes du point de vue laïque des candidats aux prochaines élections.

Après ce Convent de combat, le Conseil de l'Ordre vote un "Appel à l'union des Partis de Gauche" essentiellement rédigé par le socialiste Groussier (1911.1923) et décide de le tirer à 500.000 exemplaires. De ce texte fondamental, Simian dira qu'il a sonné "comme un cou, de clairon" appelant les Maçons à la bataille contre le Bloc National. Le programme exposé comprend notamment la défense de la laïcité, la réorganisation de l'enseignement, la modification de la politique financière, le rapprochement avec l'Allemagne. Un nouveau journal intérieur "la Lumière Maçonnique" sert de support à la propagande cartelliste. Un projet d'affiche est adopté en février à propos de la fête de Jeanne d'Arc. Le 30 mars, le Conseil de l'Ordre (d'ailleurs divisé à ce sujet) transmet à la justice maçonnique une série de plaintes visant des Parlementaires ayant voté les décrets-lois : Ces accusés sont Baradé, Adolphe Chéron, Calmel, Duchein, Petitjean, Régnier et Verlot. Barabé et Verlot sont exclus, Régnier suspendu pour 3 mois mais tous seront amnistiés par le Convent de la victoire.

Tournons-nous vers la Grande Loge 1 Bernard Wellhoff, Grand-Maître, critique devant le Convent, en 1922, l'oeuvre d'une Chambre élue "dans un moment de panique et de crainte du Bolchevisme" et dénonce un gouvernement "allant de plus en plus à la réaction". L'année suivante, l'Obédience élabore un programme politique incluant l'Ecole unique, la stricte application des lois laïques, la réforme du système fiscal, l'amnistie, la limitation du droit de propriété, la suppression des tribunaux d'exception... Le 3 mars, l'Obédience vote l'ordre du jour suivant : "la Grande Loge, considérant que le régime dictatorial des décrets-lois est incompatible avec l'esprit de liberté qui doit inspirer les Institutions républicaines proteste contre le vote de la Chambre des Députés qui a trahi la souveraineté nationale dont elle devrait être

l'expression et le Sénat de ne pas s'associer à cette abdication".

De 1923 à mai 1924, les fraternelles locales mobilisent en faveur du Cartel. Ainsi, le 15 mars 1924, l'Union fraternelle de la banlieue-Est rassemble autour d'Arthur Groussier des personnalités de Gauche dans une grande manifestation qui se tient à Pantin. Les fraternelles professionnelles agissent de même. Des réunions préparatoires se tiennent dans des locaux maçonniques. Des manifestations extérieures sont l'occasion de rapprochements entre les militants des Partis progressistes. Ainsi l'inauguration à Bohain d'un monument au souvenir de l'ancien député socialiste et Franc-Maçon Deguise précède la décision prise par la Fédération socialiste de l'Aisne d'approuver le Cartel.

Les loges mobilisent également comme le prouvent les sujets traités :

- "le Fascisme en Europe et l'état de la démocratie" par le F.!. René Jadfard, Président de l'Union des Etudiants Républicains.
- "le Bloc National, Bloc de la faillite intégrale" par le F.!. Théodore Valensi, Secrétaire du Parti Radical.
- "Le Parti Radical-Socialiste, son programme"%Tenue Blanche à la loge l'Union Philanthropique (Saint-Denis) avec la participation du F .•. Grandigneaux, Vice-Président de la Fédération radicale de la Seine.
- "Faisons l'union contre la réaction":Tenue Blanche sous la présidence du F .•. Gustave Mesureur à la loge la Justice (Grande Loge) avec la participation de Ferdinand Buist•on, Brunet, Lucien Le Foyer (Grand Maître adjoint), Aubriot, Longuet, Varenne, Georges Pioch... suivie d'une partie artistique.

On pourrait multiplier les exemples à Paris comme en province. La période électorale a été l'occasion d'une extériorisation sans précédent depuis l'avant-guerre des loges des deux Obédiences. Elles avaient le sentiment d'un impérieux devoir de regrouper toutes les forces laïques et progressistes face à la réaction et au cléricisme en dépit des divergences idéologiques ou d'intérêt. Elles ont été plus que toutes les autres associations le moteur du Cartel aidées en cela par leur forte implantation chez les Radicaux, les Républicains Socialistes et la S.F.I.O.

Après la victoire, le Grand Orient félicite les nombreux FF .•. députés élus et fait tirer, à dix mille exemplaires, un communiqué rédigé par le F.!. Lanquine invitant fermement la nouvelle majorité à appliquer son programme. Le 13 juin, puis le 15 décembre, il réunit les nouveaux élus alors que se constitue une fraternelle parlementaire. L'Obédience félicite également les FF .•. ministres du gouvernement Herriot : René Renault, Dumesnil, Meyer, Peytral et Chautemps.

Le Convent est animé. Il vote un ordre du jour de félicitations à Herriot mais surtout lui rappelle ses obligations : l'amnistie politique, la suppression de l'ambassade au Vatican, l'application de la loi en Alsace-Lorraine, le transfert des cendres de Jaurès et d'Anatole France au Panthéon... Trois motions sont communiquées à la presse concernant les Davidées, la nécessité de la réintégration des cheminots et des fonctionnaires révoqués. Le

Grand Orient surtout précise ses conceptions de l'Ecole unique et de la réforme financière et fiscale.

Une majorité de délégués (mais non la totalité car il se trouve des défenseurs de l'école privée laïque) est favorable à la nationalisation de l'enseignement. Cette Ecole unique devrait comprendre quatre degrés :

- le primaire obligatoire jusqu'à 13 ans prolongé éventuellement par un enseignement post-scolaire obligatoire jusqu'à 18 ans
- un premier cycle secondaire, primaire supérieur, ou technique - un second cycle (lycées, écoles normales)
- un enseignement supérieur (Facultés, Grandes Ecoles).

L'école serait gratuite à tous les niveaux. Les établissements devraient être autonomes et dirigés par un conseil composé de représentants de l'Etat, du personnel, des parents et des étudiants. Le Grand Orient est sur le plan scolaire très en flèche par rapport au Parti radical.

C'est au F. •• Jammy Schmidt que revient le soin de présenter le rapport sur la réforme financière et fiscale. Il propose, en vue de réaliser l'équilibre budgétaire, une compression des dépenses d'armement, des réformes administratives, une orientation vers le libre-échange, une déflation modérée, une imposition plus lourde des bénéfices de guerre, l'accroissement de l'impôt sur le revenu, la suppression de l'héritage en ligne collatérale (un vieux projet maçonnique), le contrôle des capitaux par la S.D.N... Un rapport donc progressiste mais prudent car le radicalisme au pouvoir doit désormais gérer.

La Grande Loge sous la Grande-Maitrise de Maurice Monier félicite Herriot pour la politique étrangère conduite par son gouvernement (mais non pour sa désignation comme Président du Conseil, par souci de neutralité). Le Convent de 1924 débat de la réforme de l'apprentissage, de philosophie (Rationalisme et Libre-Pensée) mais aussi de la situation financière du pays et du rapprochement franco-allemand. Elle se prononce pour la mutation de la S.D.N. en un super-Etat investi de pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Le Droit Humain, Obéissance maçonnique mixte et internationale, d'importance numérique moindre, après avoir voté une adresse de félicitations au gouvernement, se prononce pour l'amnistie, la suppression des conseils de guerre et des bagnes militaires et pour la nationalisation de l'enseignement. La Maçonnerie dans son ensemble apparaît donc comme un bloc idéologiquement relativement homogène et se situe en position de synthèse entre le radicalisme et le socialisme. Originalité du Droit Humain, il décide l'envoi d'une délégation auprès du Ministre de l'Intérieur pour qu'il propose le droit de vote des femmes. Une des femmes les plus en vue du radicalisme, Eliane Braun, est une Maçonne très active, future dignitaire du Droit Humain.

La Maçonnerie va constamment appuyer le gouvernement Herriot. Un nouveau communiqué est rédigé et tiré à dix-mille exemplaires avant les élections municipales. Des vœux de soutien sont votés par des loges ainsi que des demandes de suppression des Ligues civiques et d'autres organisations "fascistes". La Maçonnerie se félicite de l'action du général Sarrail en Syrie et ne peut être que satisfaite du départ de Weygand du Maroc. Des

FF .°. de la Grande Loge jouent d'ailleurs un rôle dans les négociations conduites avec Abd-El-Krim. La situation au Maroc et en Syrie où l'implantation maçonnique est solide est l'objet de soins attentifs et de voeux en faveur des indigènes et d'un gouvernement civil. Il est également souhaité une meilleure représentation des indigènes dans l'administration algérienne.

La chute du cabinet Herriot renversé par le Sénat au cours du mois d'avril 1925 va être amèrement ressentie. A une demande de mise en accusation contre les sénateurs maçons (dont Charles Debierre) ayant fait tomber le gouvernement, le Conseil de l'Ordre géné se contente de répondre par le regret de "certaines défaillances".

Le cabinet Painlevé qui lui succède (17.4- 25.10.1925) est l'un des plus maçonnisé de l'entre-deux-guerres. Il comprend les FF .°. Schrameck, Chaumet, Hesse, Durafour, Antériou, Jammy-Schmidt et Paul Benazet. Durafour et Antériou, tous deux du Grand Orient sont félicités officiellement par le Conseil de l'Ordre pour leurs promotions. Au congrès du Parti radical qui se tient en octobre 1925 à Nice et où s'affrontent Caillaux et Herriot, la présence maçonnique est imposante. A la Tenue qui suit la clôture, en présence des FF .°. Lafferre, Debierre, Corneau, Chautemps, Félicien Court, le F .°. Léo Bouyssou, alors Vice-Président de la Chambre se félicite de l'orientation cartelliste du Congrès où Caillaux a été mis en échec.

En juillet 1926, après le second échec d'Herriot, Poincaré revient au pouvoir à la tête d'un gouvernement d'Union Nationale avec participation radicale. Un seul Maçon connu y participe (Léon Ferrier aux Colonies) ce qui confirme la faiblesse de l'implantation maçonnique dans les gouvernements dominés par le centre-droit comme ultérieurement ceux de Tardieu ou de Doumergue. Peu de critiques cependant contre le gouvernement Poincaré ! Il est vrai que des Radicaux y participent et que la désillusion est profonde.

Au cours de ces quelques années, les travaux conventuels ne manquent pas d'intérêt. La Grande Loge, en 1926, se prononce pour la nationalisation des chemins de fer et met à l'étude la modification et l'extension de la loi de 1898 sur les assurances sociales, les invalides du travail et les maladies professionnelles préparant ainsi la loi de 1928 dont l'application sera également l'objet d'une étude. Le Grand Orient lui emboîte le pas en 1927.

En 1926, il débat du capitalisme. Le rapporteur fait voter une condamnation morale accompagnée de propositions réformistes proches du programme de la C.G.T.. Le nouveau Conseil de l'Ordre présidé par le socialiste Brenier, successeur de Groussier, comprend toujours un nombre élevé de militants radicaux comme Charles Bernardin, Antoine Capgras, Léon Dupré, Jacques Fonteny, François Oesinger et surtout Jammy-Schmidt qui, avec le F .°. Léon Meyer anime l'aile gauche du Parti radical.

Les prises de position maçonniques ne concernent alors que des points secondaires : la situation en Tunisie, le différend italo-yougoslave, le maintien du monopole des allumettes. Une délégation de la Grande Loge rencontre Herriot, Ministre de l'Instruction Publique, pour l'inviter à refuser toute réduction au budget de son ministère mais le Convent refuse comme "maçonniquement inacceptable" le vote d'un voeu antigouvernemental.

Les élections cependant approchent. Jammy-Schmidt présente devant le Convent du

Grand Orient, en 1927, un exposé talentueux de la situation financière ; mettant en garde contre les erreurs passées, il ajoute : "il est essentiel que tous les partis de Gauche sentent qu'ils n'auront pas seulement à jouer une partie électorale lors des prochaines consultations. Il ne suffira pas de faire un Cartel d'une minute. Il faudra s'entendre d'abord sur l'essentiel des solutions à proposer au pays".

Or, il n'y a pas d'entente d'où le désintérêt manifesté par les loges au cours des mois précédant les élections de 1928. Le Parti Radical est écartelé entre une tendance "unioniste" conduite par le F. •• Franklin-Bouillon et une aile gauche dirigée par Daladier. On ne trouve dans le Bulletin des Loges de la Région Parisienne qu'un seul compte rendu du congrès d'Angers (1928) présenté par les FF. •• Robert Lasurick et Charles Lussy à la loge "l'Internationale" !

La Grande Loge est silencieuse, le Grand Orient circonspect. Un manifeste exprimant surtout des "regrets" est voté par le Conseil de l'Ordre en 1927 mais il ne semble pas avoir été diffusé. Delaunay rédige bien une circulaire pré-électorale mais elle est inexpr.sive et à usage interne. Paradoxe ! Quand le radical Grandigneaux propose, avant les municipales de 1929, de renouveler l'opération de 1923, il se heurte à l'opposition de Croussier qui lui rappelle que l'appel à l'union avait provoqué des remous dans les loges, que la Maçonnerie doit rester au-dessus des Partis, qu'une prise de position maçonnique serait mal interprétée et de plus inopérante.

C'est bien l'échec du Cartel des Gauches qui a conduit la Maçonnerie à ne plus intervenir directement dans les grandes batailles politiques. Le glissement d'une partie des Radicaux -dont certains sont Maçons- vers la Droite et l'absence de Maçons communistes (jusqu'en 1945) font que l'espérance de revoir l'Ordre devenir le ciment d'un Bloc des Gauches apparaît comme chimérique et les prises de positions trop tranchées sont de plus en plus contestées à l'intérieur même des Obédiences.

Désormais les relations entre la Maçonnerie et les forces politiques vont prendre un tour moins direct. Les motions votées par les Conseils de l'Ordre se contentent d'affirmer les grands principes laïques et républicains oit ne concerneront plus que quelques points ponctuels tels l'abrogation de la circulaire visant les Communistes à l'armée ou l'obligation d'une équivalence de titres entre les maîtres congréganistes et les enseignants du secteur public.

Les rapports présentés devant les Convents au cours des années 1930 sont de qualités inégales. Il semble que la Maçonnerie éprouve quelques difficultés à promouvoir des idées et des propositions originales. Les sujets concernent surtout les relations internationales (la paix, la S.D.N., les Etats-Unis d'Europe, le pacte Briand-Kellogg), l'école, la laïcité... Ainsi une intéressante étude sur les oeuvres post et péri-scolaires ou un rapport de qualité de Gaston Vidal (qui préside alors la commission de l'éducation physique au Parlement) sur l'éducation physique. Au grand Orient, en 1930, est amorçée une analyse des divers systèmes de réalisation fondés sur les doctrines socialistes.

Le nombre de Vénérables exerçant ou ayant exercé des fonctions politiques notables est en régression et l'on voit disparaître la vieille garde des Radicaux combistes qui firent la gloire de la Maçonnerie comme Mesureur, Debierre, Lafferre, Mollard, Rabier, Henry Michel, Bourgeois. La nouvelle génération dite des Jeunes Turcs n'hésite pourtant pas à franchir le

seuil des Temples avec les entrées d'Emile Roche, de Jean Zay, de Marc Rucart, de Pierre Mendès-France. Plusieurs d'entre eux ont été élus. On note, en 1929, l'élection de l'ancien député radical Lucien Le Foyer à la Grande Maîtrise de la Grande Loge de France.

Autre motif de satisfaction pour les FF .°. : l'accession à la Présidence du Conseil du F. Camille Chautemps ; dans son ministère, les FF .°. Paul Marchandeu, Charles Dumont, René Besnard, Léo Bouyssou, Léon Archambaud...

Le Grand Orient, par circulaire, avait regretté que des Maçons aient collaboré pour les dernières élections (1928) avec des hommes "dont le programme est en contradiction formelle avec les principes de l'Ordre". Il s'abstient de toute prise de position en 1932 et la lecture du Bulletin des Loges prouve le peu d'intérêt suscité par les élections législatives. Par contre, le Grand Orient s'inquiète de plus en plus de l'affaiblissement de l'idéal républicain et de la progression du chômage. Le radical Gaston-Martin présente devant le Convent, en 1932, un rapport sur ce fléau préconisant "l'institution d'une assurance chômage obligatoire fonctionnant en étroite liaison avec les services réorganisés de placement, d'orientation professionnelle, de contrôle et d'inspection du travail, la semaine de quarante heures en liaison avec l'organisation rationnelle des loisirs ouvriers ainsi que des mesures contre le dérèglement capitaliste, le contrôle du machinisme et la création d'un organisme international représentatif de tous, susceptible de diriger l'économie mondiale". Un rapport à situer dans la perspective du futur Rassemblement Populaire.

Le succès électoral (tout relatif) du néo-cartel dominé par les

Radicaux explique l'importante présence maçonnique dans les divers gouvernements qui se succèdent. Ainsi dans le ministère Herriot : Renoult, Chautemps, ainsi que Gardey, Candace, Léon Meyer, Paul Marchandeu...

La Maçonnerie s'abstient cependant de tout triomphalisme car ces gouvernements sont instables et se contentent de gérer...

Le Convent de 1933 du Grand Orient est particulièrement animé. Le sujet à l'ordre du jour, alors que se tient la conférence de Genève, est le désarmement et la sécurité internationale ; mais Hitler est arrivé au pouvoir, les loges libérales sont fermées en Allemagne et les premiers réfugiés affluent. Aussi le rapport de synthèse -de tonalité pacifiste- est-il violemment attaqué par les délégués des loges d'Alsace-Lorraine plus conscients de la menace nazie. L'Obédience décide de prendre l'initiative d'un rassemblement de toutes les forces de la démocratie dans un organisme de lutte contre le Fascisme et de défendre les Institutions républicaines. Brenier invite les Maçons parlementaires à s'unir contre le Fascisme autour d'un programme de défense de la laïcité et de la paix, de réformes économiques et financières, d'une condamnation de la concentration... donc d'un programme maçonnique convenant à la majorité des Radicaux. Le Convent met à l'étude "les doctrines fascistes et les moyens de les combattre".

Peu après éclate l'affaire Stavisky qui va servir de prétexte à l'extrême-droite pour dénoncer l'action des Juifs, des Radicaux et des Francs-Maçons. Il est incontestable que la majorité des Radicaux ayant été en contact avec l'escroc étaient Maçons à la Grande Loge ou au Grand Orient. Le Conseil de l'Ordre se saisit du dossier et sur rapport de Gaston-Martin (membre de la Commission d'enquête parlementaire) prononce la suspension puis la radiation des FF .°.

Bonnaure, Guiboud-Ribaud, Hesse, 'Romain Renoult, Proust et Vachet. Seul Chautemps échappe à la mise en accusation à l'unanimité du Conseil moins une voix.

Que penser aujourd'hui d'une telle rigueur ? Elle résulte certes d'une profonde indignation devant la corruption mais aussi du besoin de répondre à la colère des Loges et à une offensive antimaçonnique présentant la Maçonnerie comme une force d'entr'aide occulte. La Maçonnerie, comme en 1905, se trouve en position défensive mais au lieu de contre-attaquer, comme avait su le faire le Président du Conseil de l'Ordre Lafferre, elle se contente de se défendre et de se justifier. Des affiches "A tous les hommes de bonne foi" sont collées sur les murs des grandes villes mais le contenu manque de rigueur. Le communiqué commun Grand-Orient-Grande Loge est encore plus décevant. Le Grand Orient qui s'était enrichi de 3.000 adhésions après l'Affaire des Fiches s'affaiblit de 3.000 démissions.

Ces hommes méritaient-ils tous l'exclusion ? Il ne le semble pas et certains sont d'ailleurs réintégrés par le Parti radical. La sanction paraît tout-à-fait injustifiée pour ce qui concerne Romain Renoult, coupable de simple légèreté. Ancien Conseiller de l'Ordre, ancien Vénérable de l'Avant-Garde Maçonnique, il était un Maçon très estimé.

L'Affaire a donc affaibli conjointement la Maçonnerie et le Parti radical et a provoqué une flambée d'antiparlementarisme. Elle a contribué à l'identification, dans l'imagerie populaire, du radicalisme et de la Maçonnerie. Etre Maçon devient, pour un homme politique, un handicap : voir les attaques menées contre Camille Chautemps ironiquement appelé "Sublime Prince du

Royal Secret". Une "Tenue" est organisée le vendredi 11 mai 1934 par la loge "Les Enfants de Gergovie" pour recevoir les FF •• délégués au Congrès du Parti radical. Jammy-Schmidt y rappelle le rôle joué par le groupe parlementaire maçonnique ; Chautemps prend ensuite la parole pour inviter la gauche à s'unir devant le péril fasciste sous l'égide de la Maçonnerie ; lui succède le F. Paulin, député socialiste, qui reproche à Chautemps d'avoir "fait preuve d'une trop grande libéralité face à la réaction" ; les derniers Orateurs sont les FF •• William Bertrand qui justifie sa présence au sein du g'ouvernement Doumergue puis Gaston Martin qui définit l'attitude du Grand Orient face aux évènements.

Le Convent de 1934 du Grand Orient vote un rapport remarquable sur les moyens de combattre le Fascisme. Parmi les propositions préconisées, on relève :

- la création d'une Chambre économique
- des mesures en faveur de la coopération
- la mise en chantier de travaux d'intérêt général
- la semaine de 40 heures
- le rassemblement des forces démocratiques suivant la formule "rouges contre blancs"
- la dissolution des organisations armées.

Ce dernier projet étudié par le Parlement provoque le dépôt, en décembre 1934, d'un amendement déposé par Xavier Vallat, Henriot, Dommange et la Cour Grandmaison demandant implicitement la mise hors-la-loi de la Franc-Maçonnerie.

Le Parlement rejette naturellement cet amendement mais trois députés maçons, Louis Dreyfus, Candace et Adolphe Chéron s'abstiennent. Ce dernier était pourtant un vieux Maçon, initié en 1901 mais il avait déjà été suspendu puis réintégré en 1924. Cette incroyable lâcheté ne peut s'expliquer que par la poussée d'un antimaçonnisme populaire conduisant ces politiciens à se dédouaner auprès de leurs électeurs. Ils sont aussitôt radiés de la Franc-Maçonnerie. A l'opposé, deux Parlementaires radicaux, Georges Martin et Jammy Schmidt se font les défenseurs de la Maçonnerie à la tribune de l'Assemblée et sont félicités par le Conseil de l'Ordre pour leur énergie et leur tact.

Au Convent du Grand Orient de 1935 est à nouveau à l'étude la réforme constitutionnelle, un sujet qui intéresse également les élus radicaux puisque le F. •• Paul Marchandeaudeau préside une commission qui travaille sur le même sujet à la Chambre. Les conclusions sont audacieuses. Le Grand Orient veut revivifier la République par de profondes mutations telles la substitution de régions économiques aux actuels départements et l'élection d'une Constituante dans ce nouveau cadre au scrutin de liste avec représentation proportionnelle.

Les travaux des Loges témoignent de l'intérêt suscité par les élections de 1936 et les perspectives d'un Rassemblement Populaire. Après la victoire, le Grand Orient participe au défilé du 14 juillet et de nombreux Ateliers invitent des dirigeants radicaux ou socialistes pour débattre de la réalisation du programme. Le gouvernement Blum comprend un nombre de Maçons plus élevé que ceux de ses prédécesseurs ce qui s'explique par l'importance de la présence maçonnique au sein de la S.F.I.O. Les seuls William Bertrand (un vétéran de la Maçonnerie) et Paul Marchandeaudeau appartenaient au cabinet Doumergue alors que dans le premier Ministère du Front Populaire on relève notamment les noms de Camille Chautemps et Maurice Viollette (Ministres d'Etat), Roger Salengro, Marc Rucart, Jean Zay, Georges Monnet et parmi les sous-secrétaires d'Etat, Raoul Aubaud, Francis Blancho et Paul Ramadier.

Les Maçons radicaux ont, à titre individuel, joué un rôle fondamental dans la décision prise par le Parti de participer au Front Populaire. Il n'est pas impossible que leur appartenance à l'Ordre ait contribué à leur action dans le sens de l'union de la Gauche. Dans ce courant, on relève les noms des FF •• Raoul Aubaud, Paul Anxionnaz, Jammy-Schmidt, Lévy-Alphandéry, Gaston Maurice, Jean Zay...

Le Convent de 1936 du Grand Orient n'est pas uniquement celui de la victoire. L'Obédience, si elle peut se féliciter du rôle cohésif qu'a pu jouer l'appartenance maçonnique entre Radicaux, Républicains Socialistes et S.F.I.O., ne peut que déplorer les débuts de la guerre d'Espagne. Si le Parti radical avec Yvon Delbos reste majoritairement attentiste, la Maçonnerie est d'autant plus incitée au soutien des forces loyalistes qu'elle se veut "la République à couvert" et que les insurgés fusillent les Maçons espagnols et parfois leurs familles.

Le pacifisme est en recul et l'Orateur du Convent, le député Paul Perrin, Président de l'Association de Réserve des Officiers Républicains accuse le "pseudo-pacifisme" d'avoir

conduit "à la plus sanglante des hécatombes". Parmi les voeux formulés par le Convent, on relève la suppression des décrets-lois de 1935, l'aggravation des sanctions contre la presse lançant des appels à la violence et des provocations au meurtre, la suppression des fonds secrets. Il se prononce à nouveau pour des réformes outre-mer (voir le plan Bl'im-Viollette). Des Maçons comme Lacache animent la Ligue contre l'Antimitisme et c'est le F .•. Marchandeu qui, Ministre de la Justice, fait adopter un projet de loi interdisant les écrits racistes.

Les travaux des Convents de 1937 et de 1938 sont d'un moindre intérêt. En 1937 est adopté un voeu de la C.G.T. d'organisation et de réglementation par la voie législative de l'embauchage et du débauchage des salariés. Il débat de l'éducation civique de la femme, préalable à l'obtention du droit de vote qui ne lui est encore accordé que dans le cadre communal. Les Obédiences masculines ont la même attitude que le Parti radical et craignent que le vote féminin ne renforce la Droite. Les autres thèmes abordés concernent la S.D.N. et les théories de Duboin sur l'économie sociale à base distributive. Il ressort de ces débats que la crainte exprimée par un F .•. radical de Bordeaux (le F .•. Barès) de voir le Grand Orient adopter les thèses collectivistes est bien excessive.

Alors qu'en Suisse s'organise un référendum tendant à l'interdiction de la Maçonnerie, qu'affluent les Maçons réfugiés d'Autriche, que les Républicains subissent des revers en Espagne, le Convent de 1938 s'intéresse à l'organisation des loisirs et à la modification. Ou statut du Sénat. Plus proche des problèmes immédiats est un voeu d'une révision du statut des réfugiés politiques.

En 1939, le radicalisme comme la Maçonnerie, identifiés à une République déclinante semblent sur la défensive et éprouvent des difficultés à émettre des idées originales et à rajeunir leurs recrutements. L'opinion publique leur est largement défavorable. Pourtant, le dynamisme, le dévouement, l'idéalisme de la plupart de leurs membres restent intacts. Aussi les trouvera-t-on à la pointe du combat contre la Nazisme et le Régime de Vichy.

